

LES FRUITS ET LÉGUMES DE PLUS EN PLUS CHERS

LE COUFFIN
OU LA VIE

Rad(e)





Le seuil de pauvreté est un niveau de revenus au-dessous duquel un ménage est considéré comme pauvre. Ce seuil prend des valeurs radicalement différentes selon les pays considérés : pays dits "développés" ou pays dits "en développement".

Le seuil de pauvreté peut être défini de manière absolue (en fonction d'un panier de consommation minimale) ou relative (en pourcentage du revenu médian ou moyen).

Les facteurs individuels sont pris en compte pour adapter la notion à la diversité des situations, par exemple les charges familiales, l'âge, ou encore le nombre de personnes vivant dans le ménage.

Le seuil de pauvreté a été estimé par la Banque Mondiale à 1,25 \$ par personne et par jour. C'est une moyenne mondiale. Le nombre de personnes vivant en dessous de ce seuil était d'environ 2 milliards de personnes en 1981 ; et depuis ce chiffre a beaucoup baissé, puisque l'on était à peu près à 1 milliard et demi en 2005. La Banque mondiale, qui étudie surtout les pays en développement, retient des seuils de pauvreté absolus identiques (1,25 dollar/jour, 2 dollars/jour, etc.), et tient compte dans ses mesures des parités de pouvoir d'achat.

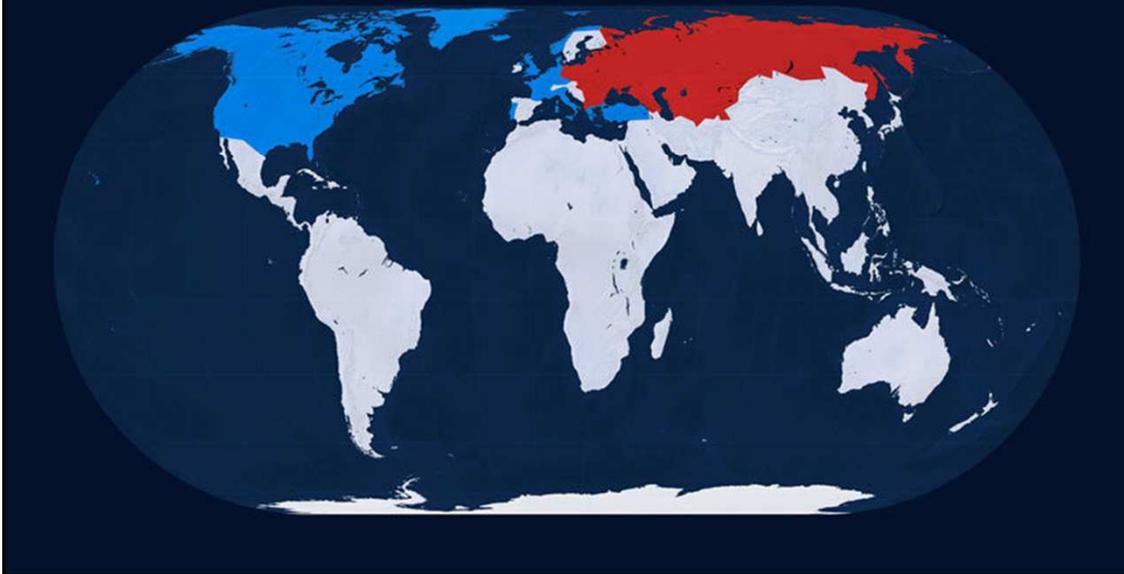
Pour l'Union européenne, Eurostat utilise un seuil relatif de 60 % du revenu médian.

En France, l'Insee calcule également, en plus du seuil de pauvreté à 60 %, un seuil relatif correspondant à la moitié du revenu médian aussi appelé taux de pauvreté monétaire. En 2012, 13,9 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, situé alors à 987 euros par mois. Ce taux accuse une légère baisse car il était de 14,3 % en 2011 ce qui ne traduit pas pour autant une hausse du niveau de vie des plus pauvres (du fait de la dispersion des revenus).



L'indice de développement humain

arte



Si on prend une autre carte, avec des paramètres plus nombreux et plus fins que la seule production de richesse matérielle, on obtient une carte de l'Indice de Développement Humain. Elle est composée de trois paramètres : la santé, l'éducation et le niveau de vie.

L'IDH est un indice statistique composite, créé par le PNUD en 1990 pour évaluer le niveau de développement humain des pays du monde. L'indice a été développé par Amartya Sen et Mahbub ul Haq. Le calcul de l'IDH a été modifié en 2011.

Les trois indices sur lesquels repose l'IDH quantifient respectivement :

- la santé / longévité (mesurées par l'espérance de vie à la naissance).
- le savoir ou niveau d'éducation. Il est mesuré par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire.
- le niveau de vie (log du revenu brut par habitant en parité de pouvoir d'achat), afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices : mobilité ou accès à la culture.

L'IDH a le défaut de tous les agrégats : il suppose que ses composantes sont commensurables. C'est-à-dire que, par exemple, une augmentation de l'espérance de vie serait substituable à une augmentation de la production marchande. Par exemple, ajouter le log du PIB par tête au niveau de l'espérance de vie donne implicitement 20 fois plus de valeur à une année supplémentaire d'espérance de vie aux États-Unis qu'en Inde. Plus fondamentalement, étant fondées sur des moyennes nationales, ces mesures ignorent la corrélation significative entre les différents aspects de la qualité de vie, et ne disent rien sur la distribution des conditions individuelles dans chaque pays. De plus, le mode de calcul des indices élémentaires est assez discuté. Ainsi, le choix du log du RNB par habitant a pour effet de minorer considérablement les écarts de richesse. Toutefois, pour le PNUD l'utilisation du log permet d'atténuer l'impact du revenu au fur et à mesure qu'il progresse. Enfin, par rapport à la vision initiale d'Amartya Sen, qui définit le développement comme processus d'expansion des libertés, l'absence de prise en compte des libertés publiques dans l'IDH est un défaut sérieux, d'autant que des indices de libertés publiques construits par des centres de recherche existent.

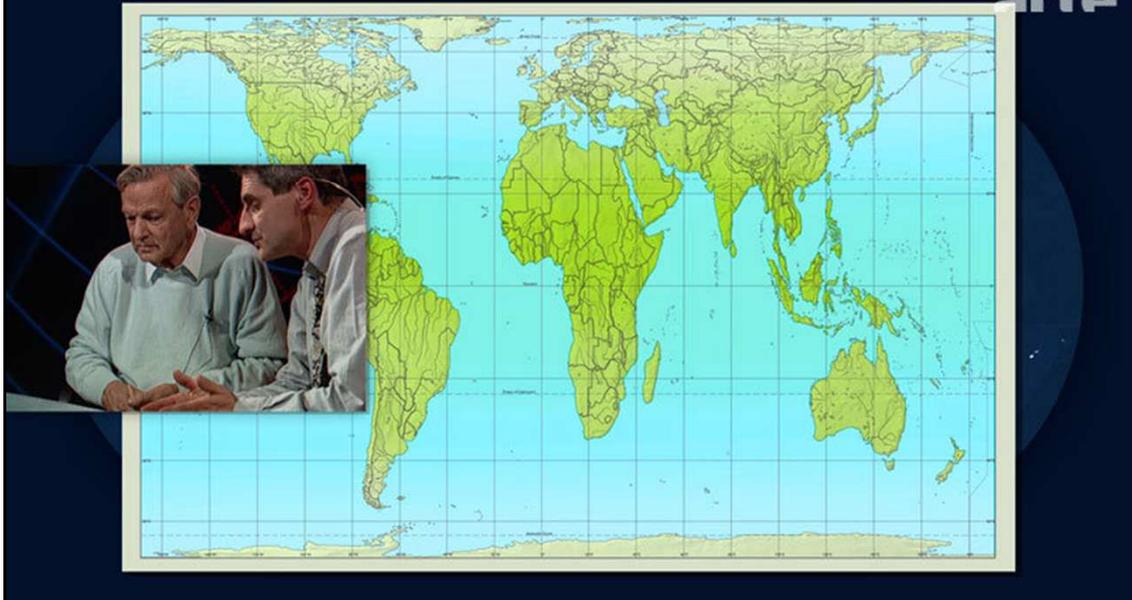
L'opposition Nord/Sud

arte



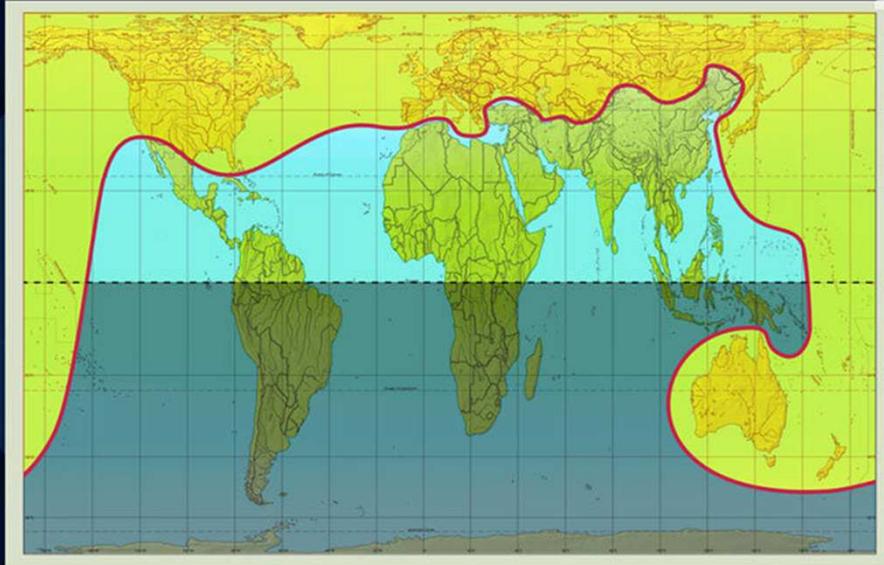
L'opposition entre monde développé et sous-développé a été cartographiée en 1965 par le géographe français Yves Lacoste. On voit sur cette carte que le facteur climat est un déterminant, d'où la bande tropicale, qui induit certains comportements dans l'agriculture. Notez que dans les années 60, l'Espagne et le Portugal sont rangés parmi les pays sous-développés, tout comme le Sud de l'Italie, qui se voit séparé du Nord par une frontière économique.

La projection de Peters



La projection de Peters montre exactement la proportion de la surface des terres émergées. Et cette projection permet de relativiser la prédominance de l'hémisphère nord, due à l'habitude d'utiliser la vieille projection de Mercator.

La fracture Nord/Sud avec la projection de Peters



Et avec cette projection, la ligne qui marque la fracture Nord/Sud n'a plus rien à voir avec la ligne géographique de l'équateur qui sépare les deux hémisphères. De nombreux pays géographiquement au nord de l'équateur se trouvent économiquement placés au sud, tandis que des pays géographiquement au sud comme l'Australie et la Nouvelle Zélande sont comme « remontés » au nord.



Les nomenclatures des Nations unies vont continuer à faire évoluer les définitions, voire les perceptions, en proposant d'autres catégories :

- les économies développées, qui recourent la plupart des pays membres de l'OCDE, formées de pays qui ont en commun régime démocratique et économie de marché ;
- ensuite les économies en transition, à savoir les anciens pays du bloc soviétique et yougoslave ; de nos jours, on les appelle les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud)
- et puis enfin les économies en développement.



Et comme les économies en développement forment là aussi un ensemble beaucoup trop vaste, qui prête à confusion, l'ONU distingue des sous catégories, comme :

- les pays exportateurs de pétrole,
- et les PMA, c'est-à-dire les pays moins avancés.

Les pays les moins avancés

arte



Les PMA en 2010, ce sont 50 États allant d’Haïti à Tuvalu, concentrés majoritairement en Afrique sub-saharienne. Cette liste des PMA est révisée tous les 3 ans par le Conseil économique et social des Nations unies à partir de trois critères :

- le revenu national brut par habitant, il doit être inférieur à 900 \$;
- le critère des ressources humaines, c'est-à-dire évalué en termes d'alimentation, santé et éducation ;
- et enfin la santé économique du pays, dans les faits, sa vulnérabilité.